(1)

(N° 44.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 24 DÉCEMBRE 1924

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens de l'exercice 1925, ainsi que des dispositions relatives à la clôture de l'exercice 1923 et aux délais de prescription fiscale.

(Voir les nos 4-I, 58, 67 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 23 décembre 1923, et le n° 5-1 du Sénat.)

Présents : MM DE BAST, président ; MOYERSOEN, LIEBAERT, SERRUYS, STRUYE, VAN OVERBERGH, VERCRUYSSÉ et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Votre Commission des Finances a examiné le Budget des Voies et Moyens qui nous est soumis par le Gouvernement et a l'honneur de vous en proposer l'adoption, tel qu'il nous est proposé par la Chambre des Représentants ; il s'élève en recettes, au total à 4 milliards 268 millions sept mille quatre cent quatre-vingt-huit francs.

Ce chiffre est impressionnant et atteste l'effort annuel qui sera fait par notre vaillant petit peuple pour faire face à ses engagements et aux besoins de la Nation. Une telle façon d'agir doit inspirer confiance à l'étranger, établir notre crédit et aider à améliorer notre change, d'autant plus que, désormais, notre équilibre budgétaire est assuré, sans compter sur les versements éventuels de l'Allemagne, qui ne serviront qu'à des amortissements de nos dettes et à l'amélioration de nos devises ou plutôt à leur stabilisation définitive, seule hautement désirable. Les prévisions de dépenses sont, en effet, inférieures d'une vingtaine de millions aux prévisions de recettes.

Il est bon d'insister sur ce mot prévisions ; car, tant en dépenses qu'en recettes, les budgets ne sont jamais que des prévisions, qui n'obligent pas à la dépense des crédits alloués et ne peuvent garantir la rentrée intégrale de ressources dont la perception dépend des aléas les plus divers.

C'est, du reste, la raison pour laquelle la Chambre des Représentants a admis et votre Commission vous propose le vote de ce budget, avec l'adjonction du mot « produit éventuel de ... » à tous les articles dont la création des

nouvelles ressources fiscales demandées pour faire face à la péréquation des traitements des fonctionnaires, pourrait modifier l'impôt. Ce sont les articles 1, 6, 8, 9, 14, 15, 18, 19 et 21. Il n'est qu'une situation aussi intéressante que celle de nos fonctionnaires, c'est celle de nos pensionnés et il est du devoir de la Législature, quelles que soient les sages idées d'économie qui règnent et, tout particulièrement, à votre Commission des Finances, de prendre les mesures nécessaires pour faire face à leurs légitimes revendications.

En dehors de ces cas spéciaux, votre Commission insiste, à nouveau, sur la nécessité d'économies sérieuses dans les dépenses d'administration et d'une diminution notable du nombre des employés et agents de l'Etat, des provinces et des communes. Elle a vu avec satisfaction le Gouvernement étudier l'établissement d'une loi de cadenas, obligeant tous les départements à diminuer le nombre des fonctionnaires et espère qu'il en trouvera la formule pratique. L'ère des emprunts, en dehors des nécessités du budget extraordinaire, doit être close ; il ne doit plus être question d'impôts nouveaux, après ce dernier effort qui nous sera demandé prochainement ; c'est du relèvement économique, de la prospérité industrielle et commerciale que nous devons obtenir l'amélioration de notre situation financière et le retour à la prospérité d'antan. Le pays est saturé d'impôts, saturé a dit à bon droit à la Chambre l'honorable Rapporteur, M. Wauwermans, mais d'aucuns estiment à bon droit, ainsi que le disait, mardi, l'honorable M. Lemonnier, que certains systèmes d'impôts, certaines manières de percevoir l'impôt et certains abus de fiscalité semblent plus lourds et plus intolérables que les impôts eux-mêmes. Une étude nouvelle et une modification radicale de certains impôts, par un retour aux marques indiciaires de la richesse, sont hautement désirables et feraient disparaître des mécontentements pleinement justifiés et des injustices criantes.

Les seules modifications que la Chambre a apportées au projet du Gouvernement et d'accord avec lui, sont inscrites aux articles 3 et 4 du texte qui vous est soumis. Elles sont la conséquence d'une donation que l'Œuvre de Secours aux Sinistrés de France et de Belgique, à Luxembourg, se propose de faire à la Commission des bourses d'études de la province du Luxembourg, donation en faveur de laquelle une loi est nécessaire pour l'exempter d'impôts et de formalités d'enregistrement.

Nous ne pouvons qu'approuver cette adjonction et remercier nos frères du Luxembourg de leur geste généreux.

Votre Commission des Finances, à l'unanimité des membres présents, vous propose donc l'adoption du projet qui vous est soumis et félicite l'honorable Chef du Cabinet, Ministre des Finances, des résultats obtenus par ses efforts, malgré les difficultés innombrables dont il a dû triompher, pour arriver à cet équilibre budgétaire enfin établi par nos propres ressources.

Le Rapporteur,
Baron DE MÉVIUS.

Le Président,
CAMILLE DE BAST.